

COMMUNIQUE DE PRESSE

Mercredi 4 mai 2022

Gérald DARMANIN, ministre de l'Intérieur

Marlène SCHIAPPA, ministre déléguée auprès du ministre de l'Intérieur chargée de la citoyenneté

Plan d'urgence visant à améliorer les délais de délivrance des passeports et des cartes nationales d'identité

Gérald DARMANIN, ministre de l'intérieur et Marlène SCHIAPPA, ministre déléguée auprès du ministre de l'Intérieur chargée de la citoyenneté, ont présenté au conseil des ministres de ce jour une communication portant sur la mise en œuvre d'un plan d'urgence visant à améliorer les délais de délivrance des passeports et des cartes nationales d'identité ainsi que sur le déploiement de la nouvelle carte nationale d'identité.

La délivrance des titres d'identité, carte nationale d'identité et passeport, est une mission dont la mise en œuvre est partagée par les communes, en charge de l'enregistrement des demandes des titres, et des services du ministère de l'intérieur, chargés de l'instruction des demandes et de la fabrication des titres.

Depuis la fin de l'année 2021, les demandes de nouveaux titres ou de renouvellement de ceux-ci, ont connu une hausse inédite par rapport à 2021, sous l'effet de la sortie progressive de la pandémie qui a conduit de nombreux Français à engager les démarches de renouvellement de leur carte nationale d'identité ou passeport en vue de déplacements personnels ou professionnels. A cet effet de rattrapage, s'ajoute la hausse saisonnière des demandes de titres liée à l'approche de la période estivale et de la période des examens du mois de juin ainsi que l'attrait suscité par la nouvelle carte d'identité.

Cela a conduit à une sollicitation sans précédent des communes chargées d'enregistrer les demandes et à une réelle dégradation des délais de prise de rendez-vous pour nos concitoyens qui s'établissent à 65 jours en moyenne à la fin du mois d'avril 2022 contre 27 jours en janvier 2022 et 11, 5 jours en avril 2021. Dans certains départements les délais d'attente peuvent dépasser 100 jours.

Cette situation ne saurait perdurer, alors que la délivrance des titres d'identité constitue un service essentiel pour nos concitoyens.

Pour cette raison, le ministère de l'intérieur, en lien avec le ministère de la cohésion des territoires, et en concertation avec l'Association des Maires de France, a engagé un plan d'urgence pour permettre un retour rapide à la normale.

Afin de démultiplier les créneaux de rendez-vous en mairie, 400 nouveaux dispositifs de recueil des demandes de titres pourront être installés dans un délai d'un mois, soit près de 50 000 demandes supplémentaires par semaine, notamment dans les communes qui connaissent un taux de demandes



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Liberté
Égalité
Fraternité*

particulièrement élevé. Une partie de ces dispositifs pourra être également installée dans les points France Services (183 communes identifiées).

Dans chaque département, les préfets ont d'ores et déjà engagé un dialogue étroit avec les maires afin de déployer ces nouveaux dispositifs dans les toutes prochaines semaines (délai maximal d'un mois) mais également pour accompagner les communes dans l'optimisation de leurs services des titres via l'extension des plages horaires d'ouverture au public et le raccourcissement de la durée de chaque rendez-vous.

Les demandes les plus urgentes (par exemple pour des raisons professionnelles ou pour les Français qui ne disposent d'aucune pièce d'identité, en cas de vol ou perte du titre, départ à l'étranger imprévisible pour des raisons familiales ou de santé) seront prioritaires.

Cet effort d'optimisation passe aussi par le recours plus systématique à la pré-demande en ligne sur le site internet de l'Agence nationale des titres sécurisés. Cette démarche permet de faciliter le travail des agents dans les mairies et réduit considérablement le temps de passage en mairie des usagers.

L'Etat soutiendra également le déploiement de nouvelles plateformes départementales de prise de rendez-vous afin que les créneaux offerts puissent être gérés de manière plus efficace en évitant notamment les réservations multiples pour une même demande.

Enfin, l'Etat accompagnera financièrement, à travers une enveloppe exceptionnelle de 10 millions d'euros, les communes qui se mobiliseront dans cet effort collectif, notamment par la prise en charge de dispositifs de recueil supplémentaires et l'augmentation des créneaux de rendez-vous.

Pour ce qui concerne l'instruction des dossiers, effectuée par les agents des préfetures une fois les demandes enregistrées en mairie, le ministère de l'intérieur a renforcé les personnels dédiés à cette mission en recrutant 160 nouveaux agents depuis le début de l'année 2022, soit une hausse de 30 % des effectifs.

Enfin, les cartes nationales d'identité et les passeports expirés depuis moins de 5 ans seront valides pour passer les examens prévus aux mois de mai et juin et pour l'inscription au permis de conduire dans les auto écoles.

L'action commune et massive des services de l'Etat et des mairies doit nous permettre de répondre à cette situation inédite.

- **Déploiement de la carte nationale d'identité électronique**

Hautement sécurisée, la nouvelle carte nationale d'identité électronique a été conçue pour empêcher l'usurpation d'identité grâce à un composant électronique garantissant l'intégrité des données notamment biométriques.

La carte d'identité électronique est plus pratique, avec son format carte bancaire et ses éléments en relief pour les personnes malvoyantes.

La première carte d'identité électronique est sortie le 15 mars 2021 de l'Imprimerie nationale.

Aujourd'hui, quatre millions et demi de cartes d'identité nouveau format ont été distribuées depuis l'été 2021.